

Édito

Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes

Ochy Curiel, Sabine Masson, Jules Falquet

L'idée de faire un numéro sur les luttes de femmes et les luttes féministes en Amérique latine et aux Caraïbes a surgi de la rencontre entre Sabine Masson (Suisse), Jules Falquet (France) et Ochy Curiel (République Dominicaine), dont les chemins se sont croisés sur le continent latino-américain pour des raisons personnelles autant que politiques. Nous avons débattu et réfléchi ensemble sur la question des barrières de « race » et de classe qui nous traversent, nous les féministes de différentes parties du monde, et qui sont notamment le reflet des rapports de domination entre le Sud et le Nord. Justement à cause de ces barrières, les expériences politiques et le travail de construction collective de beaucoup de féministes et de femmes, notamment latino-américaines et des Caraïbes, demeurent inconnus de la plupart des féministes d'autres latitudes, et intéressent peu les revues féministes académiques des pays riches. S'opposer à cette invisibilisation et contribuer, même si ce n'est qu'à un niveau expérimental et très modeste, à déconstruire ces barrières, a constitué notre principale motivation pour organiser ce numéro dans une revue francophone comme *Nouvelles Questions Féministes*¹.

Néanmoins, le travail de coordination présentait d'importantes contradictions : d'abord, entre nous. Pour commencer, nous avons dû

1. Depuis plusieurs années, *NQF* s'intéresse aux luttes des femmes et aux luttes féministes latino-américaines et des Caraïbes et a publié aussi bien des articles que des traductions de textes et des comptes rendus d'actions et d'événements ayant eu lieu sur le continent. *NQF* avait également déjà réalisé un numéro spécial intitulé « Féminismes d'Amérique latine et des Caraïbes » (Vol. 20, N° 3,

1999). Cette nouvelle livraison s'inscrit dans la continuité de cet intérêt et la volonté d'approfondir la question politique des alliances entre féministes de différentes origines. Par ailleurs, les coordinatrices de ce numéro elles-mêmes ont publié différents articles et textes sur ces questions tant dans *NQF* que dans d'autres revues, en français comme en espagnol.

reconnaître et intégrer les différences et les similitudes de nos positions respectives, afin de parvenir à un consensus qui nous permette d'élaborer ce numéro ensemble. Ensuite, nous nous confrontons au risque de reproduire encore une fois le pillage des connaissances des femmes indiennes, afro-descendantes et métisses latino-américaines et des Caraïbes par les « expertes du Nord ». Les textes allaient être traduits en français, c'est-à-dire qu'une infime minorité de femmes latino-américaines et des Caraïbes pourrait y avoir accès, pendant qu'ils circuleraient en Europe, enrichissant une fois de plus le savoir des femmes des pays riches à partir du travail, des luttes, des histoires et des écrits des femmes des pays pauvres. Face à ce problème, nous avons décidé que la publication de ce numéro allait s'accompagner d'une version en espagnol, dans le but de faire circuler et de partager cette production intellectuelle en Amérique latine et aux Caraïbes². Finalement, nous nous trouvions face au dilemme suivant : les multiples luttes des femmes – contre le racisme, le sexisme et l'exploitation – que nous voulions contribuer à rendre visibles, allaient devoir être exprimées dans un langage académique, ce qui nous éloignait justement des femmes impliquées dans ces luttes, alors qu'à notre sens le mouvement féministe devrait lutter contre la division sociale et raciale du savoir et du travail intellectuel et militant. Nous avons donc ouvert ces pages à des formes et styles divers, à des manières alternatives de transmettre et de créer de la connaissance, considérant cette décision comme une position politique.

Pourquoi coordonner un numéro de *NQF*?

Malgré toutes ces contradictions, nous avons décidé de nous lancer dans ce travail, parce que nous croyons fondamentalement au changement social et espérons que ce numéro peut être un tout petit geste allant dans ce sens. Il s'agit en effet de tisser des alliances et des ponts entre continents, entre femmes et entre savoirs féministes, ainsi qu'entre les théories féministes d'un côté, et les luttes des femmes de l'autre. C'était peut-être aussi une manière de lancer un clin d'œil et un défi à *NQF*, que nous espérons voir maintenir son caractère militant, en lui proposant un ensemble d'articles écrits par des lesbiennes et des femmes afro-descendantes, indiennes et paysannes, toutes militantes, et une partie d'entre elles seulement, universitaires.

Faire entendre dans une revue féministe francophone la voix des femmes « racialisées » et « tiers-mondisées » par le discours de la suprématie blanche colonialiste comportait donc à la fois une condition et un objectif : elles allaient parler elles-mêmes avec leurs propres termes, sans l'habituelle

2. À paraître prochainement, probablement aux Éditions fem-e-libros au Mexique en version électronique, <http://www.creatividadfeminista.org>, et

à Buenos Aires en version écrite. Précisions définitives sur le site de *NQF*: www.unil.ch/liege/nqf

médiation du témoignage, sans imposition d'un style académique et à partir de leur pratique de lutte. C'est pourquoi plusieurs articles présentés ici rompent en partie avec les règles habituelles de l'écriture académique : plusieurs s'expriment à partir du « je » féministe, fusionnant dans leur discours le personnel et le politique, d'autres utilisent peu de concepts mais parlent directement depuis leur vécu de l'oppression, sans recourir aux instruments de la connaissance élitiste. Cette forme d'écriture nous a plu, parce que nous la considérons comme éminemment politique et justement comme faisant partie de la remise en question de l'hégémonie et de la fausse universalité de la connaissance féministe européenne.

Luttes radicales en Amérique latine et aux Caraïbes ?

Cette formulation fut notre première idée de titre pour ce numéro, car nous étions convaincues que ce que nous considérions comme notre radicalité de pensée et d'action lesbienne-féministe allait se refléter dans chacun des articles sollicités. Nous avons défini la radicalité féministe en termes d'autonomie et d'utopie, c'est-à-dire comme une lutte de femmes indépendante des hommes, des partis, des États, des institutions internationales et des Églises, qui ait pour but l'éradication du système patriarcal raciste et capitaliste. Ce qui était plutôt arrogant de notre part et reflétait surtout notre grande ignorance quant à la polysémie du mot « radical » en fonction des contextes dans lesquels militent les femmes. Par exemple, « radical » dans le contexte de violence économique en Bolivie peut vouloir dire pour une femme indienne, parvenir à faire voter une loi qui défende et mette en valeur l'emploi domestique. De même, dans le contexte de la guerre de basse intensité au Chiapas (Mexique), « radical » peut signifier gagner une lutte juridique sous l'égide de l'ONU pour dénoncer la violence contre les femmes et l'impunité. L'autonomie que nous avons tant prônée, bien que valable certes comme fondement de l'utopie, prenait, nous avons dû le reconnaître, des chemins très divers et contradictoires, principalement quant à la relation avec l'État et les institutions internationales. Effectivement, dans le contexte latino-américain et des Caraïbes, caractérisé notamment par la dépendance économique et l'impunité généralisée, les organismes internationaux de coopération et de développement sont souvent devenus les principaux appuis des mouvements sociaux, avec les Églises. Les contributions présentées dans ce numéro expriment cette complexité et cette diversité : presque toutes défendent une construction politique autonome face aux hommes et aux partis, certaines légitiment l'État alors que d'autres le critiquent, enfin plusieurs d'entre elles ne remettent pas en question leur dépendance à l'égard des institutions internationales, ni ne critiquent l'Église. Cela ne vient pas du fait que leur lutte serait moins « radicale », mais du contexte dans lequel ces femmes luttent et dans lequel elles construisent leur propre radicalité. Cette complexité politique nous plaçait donc face à une trop grande difficulté de définition des « luttes radicales ».

C'est pourquoi nous avons finalement abandonné ce titre et choisi de parler des «Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes». Dans les articles que nous présentons ici, la dissidence s'exprime de trois manières : dans le discours de militantes indiennes qui ne s'identifient pas nécessairement au féminisme, mais qui s'attaquent à la triple oppression de classe, de genre et de «race» à partir de leur action dans des organisations populaires ; à travers la critique de féministes afro-descendantes aux paradigmes ethnocentriques et aux pratiques racistes du féminisme occidental-blanc ; enfin par les remises en question du mouvement féministe par des militantes de la tendance autonome, un courant qui se bat et s'est battu contre l'institutionnalisation du mouvement et en particulier contre le contrôle exercé par les agences internationales de financement sur le mouvement. Toutes partagent une dissidence fondamentale : elles «croisent» dans leurs analyses plusieurs axes d'oppression et prennent en compte dans leur projet politique l'articulation et les alliances à construire pour combattre le racisme, l'hétérosexualité obligatoire, le capitalisme et le patriarcat. C'est là, en quelque sorte, leur «radicalité», mais nous avons préféré parler de dissidence.

Une vision limitée

Il paraît évident, mais nous insistons sur ce point, que ce travail est extrêmement limité, partiel et partial. Cela pour plusieurs raisons : d'abord, à cause des luttes de toutes les femmes que nous n'avons ni convoquées, ni recensées, soit parce que notre féminisme «petit-bourgeois» nous a éloignées radicalement (cette fois on peut le dire...) des ouvrières, des prisonnières, des travailleuses sexuelles et des vendeuses ambulantes, pour ne citer que quelques catégories parmi tant de misère et d'exploitation ; soit parce que notre féminisme lettré est par définition fermé à toutes celles qui luttent au quotidien, chez elles ou dans la rue, sans avoir jamais appris à lire, ni à écrire. De plus, nous devons reconnaître que le fait de vivre au Mexique nous a conduites à donner beaucoup de visibilité aux luttes des femmes de ce pays, à donner peu de place aux luttes de femmes du sud du continent et aucune aux luttes actuelles des femmes en Amérique centrale et aux Caraïbes, bien que deux femmes centro-américaines exilées au Mexique aient participé à ce numéro.

Mouvements féministes et mouvements de femmes en Amérique latine et aux Caraïbes

Le mouvement féministe de la «deuxième vague» a surgi dans de multiples villes d'Amérique latine et des Caraïbes à partir du début des années 70. Comme en Europe, ce mouvement provenait principalement de femmes de classe moyenne, s'organisant au début selon un modèle autogestionnaire et indépendant, généralement sous la forme de petits groupes de prise de conscience. Dans les années 80, les tendances féministes se sont

diversifiées et un mouvement plus large de femmes (MAM, Movimiento amplio de mujeres) est né du rapprochement d'une partie des féministes avec les «secteurs populaires», en alliance avec des partis politiques de gauche et, le cas échéant, avec certaines organisations révolutionnaires, sous le nom de «féminisme des secteurs populaires». Les premières ONG de femmes et féministes sont apparues, souvent avec le soutien financier de la «coopération internationale». Dans les années 90, le mouvement féministe s'est considérablement institutionnalisé, les ONG se sont professionnalisées et de nombreuses militantes ont cherché du travail dans les universités et les instances gouvernementales: le temps était venu des politiques officielles «d'équité de genre», des rencontres de femmes financées par l'ONU et des programmes de micro-crédit de la Banque mondiale pour les femmes pauvres des pays du Sud. Face à la croissante récupération du mouvement, beaucoup de féministes ont fait entendre leur voix pour réaffirmer l'importance de l'autonomie et refusent l'ingérence dans le mouvement des organismes mêmes qui génèrent la faim, l'esclavage moderne et la violence contre les femmes en Amérique latine et aux Caraïbes, critiquant la collaboration avec les institutions financières internationales. Ce débat fut particulièrement fort dans le cadre des rencontres féministes latino-américaines et des Caraïbes durant les dix dernières années et se voit reflété dans plusieurs contributions de ce numéro. D'autres voix dissidentes ont émergé de différents groupes marginalisés: les lesbiennes, les femmes afro-descendantes et les femmes indiennes. Les lesbiennes apparaissent publiquement dès le milieu des années 70, bien qu'au milieu de la répression et de la clandestinité. Dans les années 80, leur mouvement se renforce à travers des rencontres continentales, mais c'est seulement dans les années 90 que cette lutte commence à être reconnue et qu'elle tend en même temps à s'institutionnaliser. Les femmes afro-descendantes, principalement au Brésil, ont commencé au cours des années 80 à remettre en question les pratiques racistes et visions ethnocentriques du féminisme qui avait ignoré dans ses analyses la question de l'intersection des systèmes d'oppression raciste et sexiste. Elles se sont organisées de manière autonome et parallèle aux rencontres féministes continentales, célébrant à partir de 1992 leurs propres rencontres et construisant leurs propres espaces. Plus récemment, les femmes indiennes de plusieurs pays ont défié les catégories et les pratiques du féminisme à partir de leur double critique du racisme et de la marginalisation des peuples indiens d'un côté, des aspects patriarcaux de leurs cultures et du sexisme de leurs propres communautés de l'autre. Bien qu'il n'existe pas à proprement parler de mouvement féministe indien, les femmes indiennes sont parvenues à prendre place dans le débat public et ont mis sur pied un discours et des espaces politiques autonomes.

Les dissidentes présentées dans ce numéro

Nous avons choisi d'ouvrir le numéro par l'article de Melissa Cardoza, qui présente la récente Marche lesbienne de Mexico, la première manifestation lesbienne du continent, produit d'une critique de la *Gay pride*

désormais récupérée par le système patriarcal et capitaliste. Cardoza analyse avec franchise les difficultés d'une politique radicale en posant des questions fondamentales. D'abord, à propos du financement : avons-nous besoin d'argent pour faire de la politique, et pour quoi faire exactement ? Quels rapports Nord-Sud impliquent ces financements ? Quelles relations avec les agences de financement, avec les institutions gouvernementales ou non, ou bilatérales ? Ensuite, la relation à l'État : du fond de la misère économique et sociale, allons-nous demander à l'État de nous financer alors que tous les jours nous constatons que cet État est brutalement misogyne, raciste et néolibéral ? Enfin, quelle posture avoir face aux mouvements sociaux qui devraient être nos alliés « naturels » et qui nous ont tant déçues ? En particulier, le mouvement féministe – chaque jour plus institutionnalisé, récupéré et toujours lesbophobe – et le mouvement contre la globalisation néolibérale – qui tient si peu compte des analyses et des pratiques lesbiennes et féministes ? Cardoza ne propose pas de réponses, mais nous invite à nous installer un instant avec elle sur son « balcon lesbien » pour réfléchir sur des pistes de construction politique.

Nous avons également voulu donner un espace important aux réflexions des femmes afro-descendantes et indiennes – qui le plus souvent appartiennent aussi aux classes les plus exploitées. Ainsi, depuis le Brésil, Sueli Carneiro nous montre comment les expériences historiques des femmes noires, marquées par l'esclavage, le dur travail dans les champs et dans les rues, le métissage forcé et la violence sexuelle, les placent dans une perspective très différente des autres femmes, dont le discours féministe leur paraît très souvent totalement déphasé. C'est pourquoi elle estime qu'il est urgent de « noircir » le féminisme, en amenant « au centre » (pour reprendre une expression de bell hooks) des questions telles que la violence – redéfinie pour y inclure les effets du racisme – la reproduction et les menaces eugénistes qui se cachent derrière la biotechnologie. En affirmant l'importance, pour le mouvement de femmes Afro, de participer aux grands événements internationaux, notamment organisés par l'ONU – critiqués par une partie du mouvement féministe de la région – Carneiro nous invite à reprendre nos analyses pour tenter de savoir ce qui, dans nos stratégies, est lié à une position de « race » et de classe, et ce qui ressort de positions politiques « universalisables ».

Partant également de l'expérience brésilienne, Jurema Werneck analyse les rapports conflictuels entre les femmes afro-descendantes et les femmes blanches autour de l'enjeu de l'appropriation et de la construction du féminisme. Elle revendique en quelque sorte l'antériorité des luttes des femmes afro-brésiliennes de la diaspora, qui, souvent à travers des pratiques spirituelles et religieuses, sont parvenues à résister aux pires effets de l'esclavage en préservant et en adaptant certains éléments culturels africains. Werneck présente plus particulièrement la puissante figure des Ialodés, notamment la « déesse » Oxum, modèle de femme noire qui réussit avec brio à obtenir justice et pouvoir – bien avant que les Occidentales n'inventent le féminisme. Elle nous montre comment, malgré la résistance d'une

partie des Blanches, les féministes afro-descendantes ont réussi à modifier le visage du féminisme, en exigeant en particulier que le mouvement cesse de séparer la lutte contre le racisme et l'exploitation de la lutte contre le patriarcat. Elle analyse ensuite les limites des stratégies d'une bonne partie du mouvement anti-raciste et anti-sexiste, tout particulièrement les politiques de l'identité, face aux ravages de la mondialisation néolibérale. Elle nous invite donc toutes à réfléchir sur nos options politiques, afin de trouver des réponses plus efficaces et plus radicales.

Si les femmes noires se proposent de réorienter en profondeur le féminisme, dont nombre d'entre elles se revendiquent, les femmes indiennes, tout au moins au Mexique, ne sont pas aussi décidées à se placer sur le terrain du féminisme, même si elles sont très impliquées dans d'importants combats politiques *en tant que femmes*. L'article de Martha Sánchez Néstor, issue également d'une histoire ancestrale de résistances, nous présente un ensemble de combats menés par les femmes indiennes au Mexique dans le but de s'imposer dans les organisations mixtes du mouvement indien et de créer leurs propres structures pour lutter pour leurs revendications. Cependant, bien que leurs camarades les accusent parfois d'être féministes, elles n'assument pas publiquement ni collectivement cette orientation politique. Sánchez Néstor met en évidence les ambiguïtés que les femmes indiennes ressentent face à un féminisme que beaucoup associent principalement aux universitaires, aux ONG et aux représentantes du gouvernement. Cet article nous invite à réfléchir sérieusement à l'image du féminisme que donne à en voir sa partie institutionnalisée, et qui nous semble particulièrement néfaste. Nous non plus, nous ne nous reconnaissons pas dans ce féminisme. Alors, comment rendre plus visible et renforcer – ensemble? – un féminisme plus proche de l'idée que nous nous en faisons, sans abandonner le terrain aux tendances hégémoniques qui ne nous «représentent» pas?

L'article d'Amalia Fischer évoque précisément les tentatives de certaines féministes (les «autonomes») qui remettent en cause la tendance hégémonique du courant «institutionnel» du féminisme latino-américain et des Caraïbes. Connaissant bien l'Amérique centrale, le Mexique et le Brésil et ayant participé aux Rencontres féministes depuis leur commencement, elle nous présente les chemins complexes de la critique du courant «autonome» et ses difficultés. En particulier, nous dit-elle, il faut prendre garde à ne pas tomber dans une forme de pensée dichotomique typiquement patriarcale qui opposerait notamment les «autonomes» aux «institutionnelles», ou plus largement les «amies» aux «ennemies». Fischer démontre que la pensée «autonome» n'est pas une pensée homogène, ni achevée, et que personne n'en a le monopole. Il s'agit d'une analyse et d'une pratique politiques en construction permanente, qui devraient demeurer ouvertes à toutes celles qui se préoccupent sincèrement du futur du mouvement féministe dans un monde néolibéralisé. Encore une fois, se pose la question des alliances que nous saurons construire entre nous, au sein même du mouvement féministe, entre les différentes «dissidences».

Pour le Parcours, nous avons choisi l'autoportrait d'une féministe de longue date, dont le chemin a croisé d'abord la lutte anti-impérialiste, de classe et indienne dans le Guatemala révolutionnaire, puis, progressivement, les luttes féministes dans toute leur complexité et l'exil au Mexique. Elizabeth Alvarez nous offre ici un point de vue «intérieur» et profondément humain sur l'histoire des luttes mixtes et du féminisme dans la région – particulièrement celles de la tendance autonome. C'est avec la sagesse de celles qui ont parcouru de nombreux sentiers sans en renier aucun mais toujours avec l'esprit critique à l'affût, que l'autrice nous invite à réfléchir sur la direction et les contenus que nous donnons au mouvement féministe. Elle nous rend attentives en particulier à ne pas évacuer de nos pratiques de lutte les dimensions affectives, d'amitié et de complicité entre femmes, féministes et lesbiennes, si ne nous voulons pas reproduire les schémas patriarcaux de la militance «traditionnelle».

Nous présentons pour conclure ce numéro deux collectifs marqués par une forte participation de femmes indiennes et tous deux liés, même si ce n'est pas leur objet principal, aux luttes contre le néolibéralisme et le racisme.

Le premier est bolivien : il s'agit de la Confédération latino-américaine et caribéenne des travailleuses domestiques, présenté par sa secrétaire générale, Casimira Rodríguez Romero. Rodríguez Romero, elle-même travailleuse domestique, explique les difficultés que connaît ce secteur pour s'organiser : manque de temps et de légitimité face aux secteurs classiquement organisés par la gauche, pressions et mesures de rétorsion de la part des patron-ne-s, manque d'assurance aussi de ces femmes, souvent jeunes Indiennes tout juste arrivées en ville, où elles sont brutalement confrontées au déracinement et au racisme. Rodríguez Romero nous parle aussi des victoires, qui peuvent sembler modestes mais sont arrachées de haute lutte et sont extrêmement significatives pour ces travailleuses : une loi, un salaire minimum, la construction de la dignité et de la solidarité au cœur même de l'exploitation semi-privée des travailleuses domestiques. Or, il s'agit pour nous d'une question fondamentale, à plus d'un titre. D'abord, parce que, comme l'a montré Christine Delphy, c'est le travail domestique qui nous constitue en classe des femmes. Ensuite, parce que c'est aussi celui qui nous divise entre «Madames» et «bonnes», selon des divisions de classe, de «race» et de nationalité très profondes. Enfin, parce que c'est un des marchés du travail que l'évolution du patriarcat et du capitalisme internationalise et développe, à la fois pour décharger les hommes et les États de leurs responsabilités et pour «libérer» une certaine main-d'œuvre féminine tout en lui faisant croire qu'elle atteint le maximum du bonheur dans le meilleur des mondes. Il est donc urgent que le mouvement féministe écoute ce que disent les femmes exploitées sur ce marché du travail et appuie véritablement leurs combats, qui nous concernent toutes – et qui ont des dimensions nord-sud et migratoires particulièrement importantes pour nous toutes aujourd'hui. Les travailleuses domestiques, indiennes, noires, migrantes et sans papiers, ou avec, constituent en quelque sorte le prototype de «la

femme mondialisée» et certainement, potentiellement, un des groupes les plus lucides sur l'avancement du néolibéralisme.

On rapprochera d'ailleurs la réflexion de Rodríguez Romero et les luttes des travailleuses domestiques latino-américaines et caribéennes de l'article d'Annie Dussuet présenté dans le Champ libre de ce numéro, et qui montre bien, dans le cas du Nord, comment une certaine idéologie de l'amour tend à masquer le fait que ce qui est accompli très majoritairement par les femmes à la maison et dans le cadre du couple ou de la famille est bel et bien du *travail*. Et pour compléter la réflexion, il faudrait rapprocher ces deux analyses de ce qu'écrivait Arlie Russel Hochschild dans un numéro précédent de la revue (*NQF*, Vol. 23, N° 3), à propos de «l'amour» qu'un certain nombre de migrantes du Sud apportent à bas prix dans les familles du Nord par leur travail domestique et de *care*.

Le deuxième collectif nous ramène au Mexique, mais avec une inspiration clairement internationale. Mercedes Olivera nous présente la lutte du Mouvement indépendant des femmes (MIM) au Chiapas et ses analyses du militarisme et des guerres : les femmes, métisses et surtout indiennes, sont aux premières loges pour analyser les mécanismes de la «guerre de basse intensité», qui semble devenir une des principales méthodes de gestion des résistances dans le monde et qui affecte particulièrement les femmes, comme le montre Olivera. Au Mexique comme ailleurs dans le monde néolibéral, les États réduisent drastiquement leurs politiques sociales et se concentrent sur leurs fonctions répressives, tout en «privatisant» le maintien de l'ordre (avec le développement de groupes paramilitaires) et en saupoudrant de-ci de-là quelques pincées d'aides «développementalistes» (financées par les pays du Nord et en particulier dans ce cas par l'Europe). C'est en tout cas ce que dénonce vigoureusement le Mouvement indépendant des femmes du Chiapas. Mais loin de se laisser gagner par un sentiment d'impuissance, elles s'organisent pour contrecarrer ces politiques. Le mouvement zapatiste, dont beaucoup sont proches même si elles n'en partagent pas nécessairement les méthodes et estiment indispensable de lutter aussi en tant que femmes, est un exemple éclatant pour montrer que cette lutte est possible et payante. Il nous a semblé important de terminer notre dossier avec cet appel à la combativité, qui rejoint la force et l'espoir qui se dégagent, au-delà des différences et des doutes, de l'ensemble des articles.

Toutes ces contributions nous incitent en définitive à penser la question des alliances entre féministes afro-descendantes, indiennes et métisses, hétérosexuelles et lesbiennes, paysannes, travailleuses domestiques et féministes universitaires, tout en réalisant un examen réflexif approfondi de nos pratiques politiques féministes, autrement dit, tout en reconnaissant qu'aucune femme du mouvement féministe n'est a priori exempte de racisme, de classisme ou de lesbophobie.

Au bout de compte, l'essentiel est que cette connaissance de l'histoire politique de femmes d'autres régions du monde, sans culpabilisation ni

victimisation, contribue à la création de complicités politiques réelles et nécessaires qui permettent progressivement d'abaisser les barrières de race et de classe qui nous séparent.

Quels rêves serons-nous capables de construire ensemble dans l'urgence de réagir face au durcissement de l'oppression et de l'exploitation, sans reproduire l'oppression et l'exploitation? Quelle sera la forme d'un féminisme réellement «décolonisé» et réellement «dépatricarcalisé», capable d'agir de manière combative aussi bien vers «l'extérieur» que vers «l'intérieur»? Nous le saurons seulement en nous attelant, ensemble, à la construction de cette alliance féministe dissidente. ■